

L'Aquarius, au cœur de la crise politique qui secoue l'Europe

•  Juliette Bénabent

Il a secouru, en deux ans et demi, 30 000 naufragés. Jouit des ressources nécessaires pour poursuivre sa mission de sauvetage en Méditerranée. Et symbolise à lui seul le naufrage de la politique migratoire européenne. Faute de port pour débarquer les rescapés et bientôt privé de pavillon, l'Aquarius est menacé.

C'est un bateau à la coque orange, long de 77 mètres, une silhouette flamboyante devenue le double symbole de la solidarité civile européenne et de la faillite politique d'une Union tétanisée par le « défi migratoire ». Un navire vieux de quarante ans, qui jadis s'appelait le Meerkatze (chat des mers) et portait assistance aux pêcheurs en mer du Nord, et qui aujourd'hui, sous le nom d'Aquarius, sillonne la Méditerranée centrale au secours des embarcations de migrants en détresse. « *Jusqu'à cet été, notre mission était difficile et dangereuse. Maintenant, elle est difficile, dangereuse, et entravée par la politique*, dénonce Alessandro, secouriste italien de 38 ans, à bord de l'Aquarius depuis un an. *Nous sommes équipés et formés pour affronter les périls de la mer. Pas ceux, plus grands encore, causés par l'égoïsme de l'Europe.* »

Le pouvoir italien ayant fermé ses ports au début de l'été, et l'Union européenne demeurant incapable d'imposer à ses Etats membres une répartition des réfugiés, à chaque sauvetage l'Aquarius erre désormais au large, pendant d'interminables tractations pour savoir où débarquer et comment répartir les rescapés. Soumis aux intenses pressions des garde-côtes libyens, sur le point de perdre son pavillon panaméen à la suite de menaces italiennes, l'Aquarius, dernier bateau de sauvetage dans la zone, est au cœur de la crise politique qui secoue l'Europe.

« *Il n'y a plus de règles. Seulement des exceptions et des mensonges, des batailles politiques qui ne sont pas les nôtres* », résume Alessandro. Depuis l'origine, l'*Aquarius* est un vaisseau citoyen et européen. Fin 2014, indigné par le refus de l'Union de financer la poursuite de Mare nostrum, vaste opération italienne de secours, un capitaine de marine marchande de Hambourg, Klaus Vogel, décide d'agir. Avec Sophie Beau, consultante humanitaire de Marseille, ils créent en mai 2015 l'ONG franco-allemande SOS Méditerranée (1) – elle a aujourd'hui des antennes en Italie et en Suisse.

L'enfer libyen

« *Le projet est rigoureusement apolitique, explique Sophie Beau, directrice générale de SOS Méditerranée France. Il s'agit de sauver des vies, en application du droit maritime et international, et de témoigner de ce qui se passe, en mer et en Libye.* » Sollicités financièrement, les gouvernements et l'Union restent muets. Mais la société civile se mobilise. En six semaines, une campagne de financement participatif récolte 275 000 euros. Sur l'île allemande de Rügen, en mer Baltique, l'ancien *Meerkatze*, devenu bâtiment des garde-côtes, est loué à l'armateur Jasmund Shipping, avec son équipage professionnel, pour 11 000 euros par jour. Grand, assez stable pour tenir la mer en toute saison, muni de plusieurs ponts et d'espaces abrités, l'*Aquarius* rejoint Marseille. Il prend la mer en février 2016 ; l'ONG a tout juste deux semaines de trésorerie.

Depuis, les dons privés ne tarissent pas (près de 3 millions d'euros en 2017). En deux ans et demi, cent vingt-deux professionnels de dix-huit nationalités ont permis de sauver trente mille vies. Lors de plus de deux cents opérations, diurnes ou nocturnes, d'une durée qui atteint jusqu'à sept heures, les sauveteurs n'ont cessé d'intervenir. De lancer des gilets de sauvetage, de crier des instructions dans les porte-voix, de parlementer avec les centres de coordination italien, maltais, tunisien, libyen. Ils ont hissé des milliers de naufragés dans les trois canots de survie. Soigné dans la clinique du bord, gérée par MSF. Recueilli de terrifiants témoignages sur l'enfer libyen. Ramené, aussi, des cadavres à terre. Regardé, impuissants, des hommes, des femmes et des enfants se noyer, trouvé des dizaines d'embarcations brisées, sans aucun survivant.

Peu à peu, ils ont aussi vu la Méditerranée se vider des autres navires humanitaires. Au printemps 2017, dix bateaux d'ONG (allemandes, maltaises, espagnoles...) patrouillent. Ils ont effectué 26 % de tous les sauvetages en 2016 ; 41 % en 2017 (2). Mais la tempête politique se lève en Italie, exaspérée par l'abandon de l'Europe depuis des années. A l'été 2017, les autorités (avant même l'avènement de Matteo Salvini) accusent les ONG de complicité avec les passeurs — aucune enquête n'a abouti —, séquestrent des bateaux. A Malte, d'autres sont retenus au port pour d'obscures raisons administratives. L'*Aquarius* maintient ses opérations, tenant sa ligne d'action : pragmatique et

professionnelle plus que militante. « *Nous avons toujours suivi les procédures et respecté la compétence des garde-côtes italiens* », précise Sophie Beau. A bord, le secouriste Alessandro complète : « *Moins activistes ou agressifs que d'autres ONG, nous voulions préserver le secours coûte que coûte. Mais aujourd'hui, nous sommes revenus au Far West...* »

Messages haineux

Depuis juin 2018, les sauvetages ne sont plus coordonnés par l'Italie, mais par la Libye, avec l'accord (et l'argent) de l'Union, malgré le chaos politique du pays et le traitement inhumain qu'il réserve aux migrants. « *Nous ne pouvons remettre les rescapés à un pays sans Etat de droit, insiste Sophie Beau. Le droit international commande de les débarquer dans un port sûr.* »

Les conditions sont de plus en plus confuses. La communication est erratique, les garde-côtes italiens renvoient vers les Libyens, qui ne répondent pas, ou trop tard, ou de façon contradictoire. Profèrent des menaces, voire tirent des rafales d'intimidation. Tandis que les dons à SOS Méditerranée continuent d'affluer, qu'une centaine de personnalités ont rejoint son comité de soutien (Daniel Pennac, Isabelle Autissier, IAM, Thomas Piketty, Macha Makeïeff...), qu'intellectuels et associations exhortent l'Europe — et la France — à ouvrir les ports et à fournir un pavillon à l'*Aquarius* ; des messages haineux, aussi, déferlent contre le vaisseau citoyen. Eric Ciotti l'accuse de « *continuer le travail des passeurs* » ; Twitter dégoûline de crachats racistes : « *Putain de navire négrier de merde, que la marine vous coule* », « *L'Europe est pour les Européens, pas pour de sales et stupides Africains* »...

Malgré le découragement, la fatigue et l'incompréhension, personne n'envisage le retrait de la dernière main tendue sur l'axe migratoire le plus meurtrier au monde (les arrivées ont chuté de 80 % depuis 2016, mais la mortalité augmente). Les missions de Frontex (agence européenne des gardes-frontières) se raréfient ; les bateaux marchands hésitent à se dérouter, de peur d'être bloqués avec des rescapés impossibles à débarquer.

« *L'Aquarius est seul sur place, rappelle Sophie Beau. Il dérange, parce qu'il incarne un projet européen et citoyen vivant. Mais notre détermination ne faiblit pas.* » Le temps d'obtenir un nouveau pavillon, le bateau restera à quai à Marseille. « *Le compteur des morts en mer grimpera, prédit Alessandro. Mais j'en suis certain : nous sommes du bon côté de l'Histoire.* »

(1) Une journaliste de *Télérama*, Sophie Rahal, appartient au conseil d'administration de SOS Méditerranée.

(2) Les autres sont réalisés par les gardes-côtes (20 % en 2017), les navires commerciaux (10 %), l'opération européenne Frontex (12 %).